

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE - N° 202
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS - 3 Esc.
du 6 au 19 sept. 1975

L'« esprit d'Helsinki » est celui de l'hypocrisie pacifiste humanitaire et démocratique

En 1917, « le président des Etats-Unis, le grand prophète des lieux communs, est descendu de son Sinaï pour conquérir l'Europe, apportant avec lui ses quatorze articles. Les boursiers, les ministres, les gens d'affaires de la bourgeoisie ne se sont pas trompés une seule minute sur le véritable sens de la nouvelle révélation. En revanche, les « socialistes » européens, travaillés par le ferment de Kautsky, ont été saisis d'une extase religieuse, et se sont mis à danser, comme le roi David, en accompagnant l'arche sainte de Wilson ». (Manifeste du second Congrès de l'Internationale Communiste, 1920.)

Depuis lors, l'attitude de dénonciation implacable, ou, inversement, d'exaltation enthousiaste du pacifisme, de l'humanitarisme et de l'égalitarisme philistins que les vainqueurs de la première boucherie impérialiste ont jetée comme un voile pieux sur une paix de brigands (ou, pour dire comme Lénine, de « tigres amateurs de chair humaine ») est devenue un des fossés qui séparent, au sein du mouvement ouvrier, les révolutionnaires et les réformistes.

Paix, règlement pacifique des différends entre Etats, désarmement ? « Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste, répliquaient les 21 conditions de Moscou a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Société des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes ».

Egalité des nations ? Les Thèses sur la question nationale et coloniale du 2^e Congrès répondaient : « La position abstraite et formelle de la question de l'égalité — l'égalité des nationalités y étant incluse — est propre à la démocratie bourgeoise sous la forme de l'égalité des personnes, en général [...] elle dissimule avec soins l'asservissement (propre à l'époque du capital financier, de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes ».

Inviolabilité des frontières, intégrité territoriale des Etats ? « La guerre impérialiste de 1914-1918, continuaient les Thèses, a mis en évidence devant toutes les nations et toutes les classes opprimées du monde la duperie

des phraséologies démocratiques bourgeoises. Signés par les deux parties avec les slogans de libération des peuples et du droit des nations à l'autodétermination les traités de paix [qui l'ont suivie] ont révélé que la bourgeoisie détermine sans scrupule sur la base de ses intérêts économiques mêmes les frontières « nationales ». Pour la bourgeoisie, même les frontières « nationales » ne sont que des objets de commerce ».

L'« idéalisme démocratique » comme garantie, non seulement de coexistence pacifique, mais d'une collaboration fraternelle entre les peuples, du dépassement définitif du cynisme diplomatique propre à des temps et à des pays d'un obscurantisme barbare ? « L'Etat qui a le plus froidement calculé ses intérêts, ceux de la classe capitaliste, d'abord dans la neutralité puis dans la guerre, a été précisément la république américaine, démocratique et évoluée » : réponse déjà donnée en mars 1917 par la Gauche italienne, quand Woodrow Wilson avait annoncé au monde son évangile, et que la direction « intransigeante » du Parti Socialiste Italien avait laissé entrevoir qu'elle n'était pas loin de mordre à l'hameçon.

On peut mesurer la profondeur du gouffre dans lequel le stalinisme a précipité la classe ouvrière, et ce qui se proclame encore « mouvement communiste » : les puissants de la terre ont été rameutés à Helsinki pour signer un tout nouveau traité du savoir vivre entre Etats, qui, voulu et inspiré par les nouveaux « prophètes » de Moscou, descendus de leur Sinaï, reprend point par point l'idéologie de Tartuffes du règlement pacifique des différends internationaux, de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des Etats, du non retour à la menace ou à l'usage de la force, de la non intervention dans les affaires internes, de la coopération mutuelle, de la soumission loyale aux prescriptions du droit in-

ternational, en somme tout l'arsenal philanthropique, scientifique, éthique, écologique et, naturellement, libre-échangiste, derrière lequel les communistes, il y a soixante ans, n'avaient pas

DANS CE NUMERO :

- Lutte révolutionnaire, parti et militantisme communistes (1).
- Au Portugal, le MFA : du fer et les jeux du cirque.
- Argentine : un premier bilan.
- La CFDT et l'immigration : le voile est enfin tombé !

hésité une seconde à reconnaître le museau porcine de l'ennemi de classe, de ses intérêts d'oppression et d'exploitation, de sa cynique course aux affaires, de sa brutale volonté de puissance. De Wilson épaulé par les Kautsky et les Noske social-démocrates à Brejnev épaulé par Ford et Kissinger, c'est le même jeu, simplement inversé.

Mort à l'« esprit d'Helsinki » ! Les philistins de 1919-20 qui prospéraient à la traîne de l'union sacrée pouvaient encore avaler la thèse d'une « belle idée » naufragée sur les écueils de la Realpolitik, d'un Wilson prophète bafoué par des loups

(suite page 4)

Vive la guerre des classes !

La crise internationale continue à s'approfondir, et les conséquences deviennent catastrophiques pour la classe ouvrière : on parle officiellement de plus de 1.500.000 chômeurs en France pour les prochains mois ; la vague des licenciements collectifs et de réduction massive des horaires s'étend maintenant aux grandes entreprises (Rhône Poulenc, Boussac) ; le salaire réel continue de baisser, l'insécurité grandit partout. Et si la bourgeoisie ne sait rien quant à l'avenir de la situation économique, du moins une longue expérience lui dicte comment s'y prendre face aux réactions que cette situation peut provoquer.

« Le moment est mal choisi de gaspiller le temps en débats sur des problèmes d'éthique, rappelait le Figaro du 25/8 à propos des événements de Corse — où l'on voit bien encore une fois que le capitalisme ne peut vivre qu'en développant tous les antagonismes. Quand le désordre passe les limites du tolérable, quand la violence se manifeste partout, des choix sont à faire. QUE L'ON COMMENCE PAR RETABLIR L'ORDRE. ENSUITE, SEULEMENT, ON SE PENCHERA SUR LES MOTIVATIONS, [etc...]. »

En attendant d'en venir là, bien entendu, on jouera sur la gamme variée des moyens de mensonges : on parlera de « plan de relance » en faisant croire aux travailleurs qu'ils ont quelque chose à en attendre, on dialoguera avec les syndicats et les « catégories socio-professionnelles », on désignera des « experts », des « arbitres », etc...

De son côté, selon une mécanique désormais bien rodée, l'opportunisme ouvrier fait des « offres de négociations » avant que la situation « ne devienne dangeuse, socialement et politiquement » ; et se lance fébrilement dans des « plans de bataille » (d'opinion, s'entend) : il est désormais établi que les luttes doivent converger et culminer dans deux « journées nationales d'actions » (une en septembre et une en octobre), évidemment prévues pour souligner et applaudir les discours des ténors parlementaires.

Que diable, il ne faut pas gêner la production, les exportations, les petites entreprises, bref la sacro-sainte économie nationale, par des grèves sérieuses !

Et surtout, il faut que la lutte reste dans les limites permises par les bonnes mœurs démocratiques, c'est-à-dire par l'ordre. Séguéy l'a rappelé dans une interview au Figaro du 28/8 : il n'aime pas le mot de « guerre sociale » ; il lui préfère celui de « lutte ». Il sait bien que si la lutte ouvrière se transformait en guerre ouverte, la bourgeoisie n'aurait plus besoin de ses services, et que les masses ouvrières ne s'imagineraient plus qu'elles ont besoin de lui et de ses congénères.

Et pourtant la lutte quotidienne elle-même n'est efficace que si elle est menée comme un épisode de la guerre des classes, et que, à l'instar de la bourgeoisie qui n'en fait pas mystère, elle utilise, sans « inutiles débats sur des problèmes d'éthique », les armes appropriées, les armes spécifiques de classe, les méthodes de la lutte directe à commencer par la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, la solidarité et l'organisation de classe : en effet, tout d'abord, seule la force peut permettre de faire reculer une classe qui n'est sensible à aucun autre langage, et ensuite la lutte est toujours à recommencer si elle n'est pas conçue comme « l'école de guerre du communisme ».

Défense énergique des ouvriers, donc : lutte à outrance pour la défense du salaire, pour la réduction radicale du temps de travail, pour assurer le pain aux chômeurs et pour toutes les revendications ! Guerre au capitalisme et à l'opportunisme !

Vive la guerre des classes !

Au Portugal, le MFA :

Du fer et les jeux du cirque

La naissance parmi les militaires de carrière du mouvement qui est à l'origine du MFA répondait à la préoccupation centrale de préserver l'unité d'une armée fortement ébranlée par le choc de la guerre coloniale, par les effets pernicieux pour son moral de l'appel à de nombreux officiers « miliciens » perméables à l'agitation sociale, et par les désertions et insoumissions massives dans le contingent.

Il est facile de comprendre que cet objectif entraînait le respect de la hiérarchie militaire. C'est pourquoi les jeunes capitaines se donnaient pour chefs des officiers de l'état-major. Mais conserver l'unité de l'armée signifie aussi préserver les intérêts fondamentaux des classes dominantes (et en particulier les plus traditionnelles), dont la hiérarchie militaire est fille et servante, avec les inévitables remous que la situation sociale provoque dans ses rangs les plus bas ; il implique enfin que soit maintenu le statu quo des influences internationales dans un pays membre de l'OTAN et qui a eu besoin d'un sérieux coup de main des Etats-Unis pour mener la guerre coloniale.

Dans la situation de pourrissement avancé du salazarisme, où la bourgeoisie était confrontée aux

difficiles problèmes de la reconversion de l'empire colonial et de la réorientation de l'économie vers l'Europe, et face au risque de désordre que la poussée anti-coloniale et le tournant du capitalisme portugais pouvaient provoquer, il fallait un pouvoir fort. Qui d'autre pouvait l'assurer que l'armée, et surtout qu'une armée dont l'unité était garantie, en dépit de toutes les secousses de la société civile ? C'est là que réside la convergence objective, la connivence — avant de devenir alliance ouverte — entre les capitaines et la bourgeoisie portugaise et internationale, et c'est pourquoi le 25 avril n'a été qu'une simple « passation de pouvoir ».

Les choses étaient mûres pour l'élimination du salazarisme sans bouleverser le statu quo : les capitaines en avaient des indices certains dans l'affaire Spínola comme

dans la tentative manquée de putsch qui a précédé celui du 25. Ce qui a poussé les capitaines à prendre l'initiative, c'est l'attitude du contingent dans les colonies, où certains corps passaient directement des accords avec les mouvements de libération ; ce sont les luttes ouvrières, dont la courbe montante depuis 68-70 s'accélérait brusquement, et plus généralement la peur que le « peuple ne prenne les armes » (déclaration du capitaine Maia en mai 74), que le « pouvoir n'aille à la rue » (déclaration de Carvalho en avril 74) : voilà le second principe dialectiquement lié au premier qui va dicter l'attitude du MFA.

Il est clair que le statu quo, auquel toutes les forces nationales

(Suite page 2)

PUBLICAÇÕES EM PORTUGUÊS

- Teses características do partido : bases de adesão (3 F).
- Lições das contra-revoluções (3 F).
- Os fundamentos do comunismo revolucionário (5 F).
- Estes publicações estão à venda nas principais livrarias de Lisboa, Porto e Coimbra.
- Encomendas a « Le Prolétaire ».

OS LEITORES E SIMPATIZANTES DE LINGUA PORTUGUESA PODEM ESCREVER-NOS EM PORTUGUÊS PARA :

« Le Prolétaire », 20, rue Jean-Bouton, 75012 PARIS

Lutte révolutionnaire, parti et militantisme communistes (1)

La Ligue des Communistes (1847)

Les deux textes que nous reproduisons ci-dessous montrent clairement que dès sa naissance — et en opposition en particulier au socialisme utopique — le mouvement communiste a établi les fonctions organisées de la lutte révolutionnaire du prolétariat, du Parti politique de classe et du militantisme communistes, ainsi que les principes qui doivent guider le Parti et dont le respect est obligatoire pour tous ses adhérents. Se proposant la constitution du prolétariat en classe, et ensuite en classe dominante par la conquête du pouvoir politique, qui est la condition préalable aux transformations sociales qui mèneront à la société sans classe, le Parti communiste centralisé intègre dans ses rangs ceux qui adhèrent à son programme et développent une action énergique subordonnée à ces objectifs, et qui s'efforcent donc collectivement de participer à la lutte prolétarienne pour la diriger sur la voie de la révolution.

Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, [les communistes] mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat et dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres : théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. Le but immédiat des communistes est [le suivant] : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat» (*Manifeste du Parti Communiste, 1847.*)

★

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le Parti Bolchévik (1902-1903)

Dans les trois extraits suivants, Lénine éclaire le processus dialectique de la formation du Parti autour de l'organe politique qui doit remplir les fonctions indissociables de la défense de la doctrine (« pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire », de propagande, d'agitation et d'organisateur collectif. Il réaffirme en outre le besoin primordial de la centralisation dans le Parti communiste, celui-ci devant être composé principalement de révolutionnaires professionnels — c'est-à-dire, exempts de tout amateurisme et dilettantisme, sachant que la lutte des classes et la révolution exigent un parti de militants disposés non seulement à des sacrifices, mais encore à se préparer systématiquement, professionnellement, à l'exercice des fonctions multiples réclamées par la lutte révolutionnaire.

« Le journal [du Parti] ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. [...] Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. [...] Ce réseau d'agents sera justement

Article 1. — Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Article 2. — Les conditions d'adhésion sont :

- un mode de vie et une activité conformes à ce but ;
- une énergie révolutionnaire et un zèle propagandiste ;
- faire profession de communiste ;
- s'abstenir de participer à toute société politique ou nationale anti-communiste, et informer le Comité Supérieur de l'inscription à une société quelconque ;
- se soumettre aux décisions de la Ligue ;
- garder le silence sur l'existence de toute affaire de la Ligue ;
- être admis à l'unanimité dans une commune.

Quiconque ne répond plus à ces conditions est exclu.

(Statuts de la Ligue des Communistes, 1847.)

organisation doit être solide (sinon il sera plus facile aux démagogues d'entraîner les couches incultes de la masse) ; 3° qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire ; 4° que, dans un pays autocratique, plus nous restreindrons l'effectif de cette organisation au point de n'y accepter que des révolutionnaires de profession ayant fait l'apprentissage dans l'art d'affronter la police politique, plus il sera difficile de « repérer » une telle organisation, et 5° d'autant plus nombreux seront les ouvriers et les éléments des autres classes sociales qui pourront participer au mouvement et militer d'une façon active» (Lénine, *Que faire ?*, 1902).

★

« Nous sommes arrivés ici à un principe extrêmement important de toute l'organisation et toute l'activité du parti : si, en ce qui concerne la direction idéologique et pratique du mouvement et de la lutte révolutionnaire du prolétariat, il faut la plus grande centralisation possible, en ce qui concerne l'information du centre du parti (et par suite de tout le parti) sur le mouvement et la responsabilité devant le parti, il faut la plus grande décentralisation possible. Le mouvement doit être dirigé par le plus petit nombre possible de groupes les plus homogènes possible, riches de l'expérience de révolutionnaires professionnels. Au mouvement doit participer le plus grand nombre possible de groupes les plus divers et les plus hétérogènes possible venus des couches les plus différentes du prolétariat (et des autres classes du peuple). Et en ce qui concerne chacun de ces groupes, le centre du parti doit toujours disposer non seulement des données exactes sur leur activité, mais aussi des données aussi complètes que possible sur leur composition. Nous devons centraliser la direction du mouvement. Nous devons aussi (et nous devons pour cela, car sans information la centralisation est impossible) décentraliser au maximum la responsabilité devant le parti de chacun de ses membres, de chacun de ceux qui participent au travail, de chaque cercle membre du parti ou apparenté au parti. Cette décentralisation est la condition indispensable de la centralisation révolutionnaire et son correctif nécessaire. C'est justement lorsque cette centralisation sera achevée que la possibilité pour les plus petits groupes de s'adresser [au centre] — et non seulement la possibilité, mais l'habitude, acquise par une pratique de longues années, de s'adresser régulièrement au [centre] — éliminera les résultats fâcheux que peut avoir la présence au sein de tel ou tel comité local d'éléments peu satisfaisants. [...] nous devons nous graver dans l'esprit que [le] centre sera impuissant si nous ne réalisons pas en même temps une décentralisation maxima dans la responsabilité à l'égard de ce centre et dans son information sur toutes les roues et tous les rouages de la machine du parti. Cette décentralisation n'est rien d'autre que l'autre aspect de cette division du travail qui, de l'aveu général, constitue l'un des besoins pratiques les plus urgents de notre mouvement. Aucune attribution officielle du rôle dirigeant à une organisation, aucune création de Comités centraux formels ne rendra notre mouvement réellement uni ni ne créera un parti solide et combatif, si le centre du parti reste comme par le passé du type ancien, où, premièrement, entre une masse de gens dont chacun dirige toutes sortes d'affaires sans se consacrer à des fonctions bien distinctes du travail révolutionnaire, sans être responsable d'entreprises particulières, sans se donner la peine d'étudier soigneusement, de préparer minutieusement et de mener jusqu'au bout ce qu'ils entreprennent et dépendent une masse de temps et de forces en vaines agitations, et qui, deuxièmement, sont flanqués d'une

masse de cercles d'étudiants et d'ouvriers, pour la moitié complètement inconnus du comité, et pour l'autre moitié aussi encombrants, aussi peu spécialisés, n'élaborant pas plus d'expérience professionnelle, n'utilisant pas plus l'expérience des autres et exactement aussi occupés que le comité à d'interminables réunions « à propos de tout » (...).

« La réduction du nombre des membres du comité, l'affectation à chacun d'eux, dans la mesure du possible, d'une fonction déterminée dont il sera comptable et responsable, la création d'un centre spécial très peu nombreux et dirigeant tout, la mise sur pied d'un réseau d'agents d'exécution liant le comité

à chaque grande usine ou fabrique, s'occupant régulièrement de la diffusion des publications et donnant au centre un tableau exact de cette diffusion et de tout le mécanisme du travail, enfin la création de nombreux groupes et cercles assumant différentes fonctions ou unissant des gens proches de la social-démocratie, qui aident celle-ci et se préparent à devenir des social-démocrates, l'activité (et la composition) de ces cercles devant toujours être connue du comité et du centre, voilà en quoi doit consister la réorganisation du comité de Saint-Petersbourg, et d'ailleurs de tous les autres comités du parti» (Lénine, *Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation*, 1902).

La Gauche et le PC d'Italie (1920-1926)

En parfaite continuité avec Marx et Engels, Lénine et les premières années de l'Internationale Communiste, les thèses de la Gauche de la période 1920-1926 (voir Défense de la continuité du programme communiste, Ed. Pro. Com.) martèlent les principes permanents du Parti communiste énoncés plus haut, et réaffirment avec clarté et vigueur que la réalisation des conditions subjectives de la révolution, qui suppose l'existence d'un parti solide, efficace et homogène, ayant gagné une influence déterminante sur les masses ouvrières, est inséparable de la défense intransigeante de la théorie, de la centralisation et de la continuité organisationnelle et politique du parti, et de sa participation — au moyen de ses groupes communistes — aux luttes sociales, tendant ainsi à atteindre la discipline unitaire de la classe. Les camarades pourront utilement compléter la lecture des deux extraits suivants par celle des points 8 et 13 des thèses de Rome déjà republiés dans le Proletaire n° 186.

« Le but de l'action du Parti communiste est le renversement violent de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l'organisation de celui-ci en classe dominante (...).

« L'œuvre révolutionnaire des communistes se fonde sur l'organisation en parti des prolétaires qui, à la conscience des principes communistes, joignent la décision de consacrer tous leurs efforts à la cause de la révolution» (Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien, 1920).

★

« L'activité du parti ne peut ni ne doit se limiter à maintenir la pureté des principes théoriques et de l'organisation, non plus qu'à obtenir à tout prix des succès immédiats ou une grande popularité. Toujours et dans toutes les situations, elle doit se développer simultanément dans ces trois directions :

a) Défendre et préciser en fonction des faits nouveaux qui se produisent les postulats fondamentaux du programme, c'est-à-dire la conscience théorique du mouvement de la classe ouvrière ;

b) Assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat ;

c) Participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement, mais en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires, en présentant les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables, en dénonçant le danger de se replier sur des réalisations partielles comme si elles étaient des fins en elles-mêmes, et de leur sacrifier ces conditions de l'activité et de la combativité de classe du prolétariat que sont l'autonomie et l'indépendance de son idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti.

« Le but suprême de cette activité complexe est de réaliser les conditions subjectives de la préparation du prolétariat : il s'agit de le mettre en mesure de profiter des possibilités révolutionnaires objectives que fournira l'histoire, dès qu'elles apparaîtront, de manière à vaincre au lieu d'être vaincu» (Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie, 1926).

★

« La conquête d'une influence

toujours plus grande sur les masses est une des tâches fondamentales des partis communistes. Ils doivent pour cela recourir à tous les moyens tactiques que la situation objective rend opportuns et qui permettront d'assurer dans les couches du prolétariat une extension toujours plus grande de l'influence idéologique et des diverses formes d'encadrement qui s'appuient sur le parti.

La conquête des masses ne peut se réaliser par la seule propagande de l'idéologie du parti et par le seul prosélytisme, mais par la participation à toutes les actions auxquelles les prolétaires sont poussés par leur condition économique. Il faut faire comprendre aux travailleurs que ces actions ne peuvent pas, par elles-mêmes, assurer le triomphe de leurs intérêts ; elles peuvent seulement donner une expérience, un résultat dans le domaine de l'organisation et une volonté de lutte à encadrer dans la lutte révolutionnaire générale. On parvient à de tels résultats, non pas en niant ces actions mais en les stimulant, en incitant les travailleurs à les entreprendre et en leur présentant les revendications immédiates qui permettent de réaliser une union toujours plus large de travailleurs participant à la lutte.

« (...) A travers les actions pour des revendications partielles [économiques, ou d'ordre social et politique], le parti communiste établit un contact avec la masse qui lui permet de faire de nouveaux prosélytes : en complétant par sa propagande les leçons de l'expérience, le parti s'attire la sympathie et la popularité et fait naître autour de lui tout un réseau organisationnel plus vaste, relié d'une part aux couches les plus profondes des masses et d'autre part au centre dirigeant du parti lui-même. Cela s'obtient par le noyautage systématique des syndicats, des coopératives, et de toutes les formes d'organisations ayant pour but la défense des intérêts de la classe ouvrière. Des réseaux d'organisation analogues doivent naître dès que possible dans tous les domaines de l'activité du parti : lutte armée et action militaire, éducation et culture, travail parmi les jeunes et parmi les femmes, pénétration dans l'armée, et ainsi de suite. L'objectif de ce travail est d'obtenir que le parti communiste exerce une influence non seulement idéologique mais aussi organisationnelle sur la plus grande partie de la classe ouvrière» (La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le PC d'Italie au IV^e Congrès Mondial, 1922).

(à suivre)

PRESSE INTERNATIONALE

Voici le sommaire du N° 16 (28 août) de

il programma comunista

- Lo « spirito di Helsinki » è quello dell'ipocrisia pacifista, umanitaria e democratica
- Piani di emergenza e classe operaia
- Crisi, sindacati e lotta di classe
- La lotta di classe in soffitta
- Rassegna degli eventi portoghesi
- Corso dell'imperialismo e crisi (1)
- Amadeo Bordiga militante rivoluzionario, non pensatore solitario
- Sviluppo della crisi economica mondiale
- Osservatorio italiano

la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne propre [...]. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avisés, les chefs politiques les plus capables du Parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et en assumer la direction. (...) Il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désespérer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chance de n'être jamais pris de court par les « tournants historiques » (Lénine, *Par où commencer ?*, 1901).

★

« Or, j'affirme : 1° qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stable et qui assure la continuité du travail ; 2° que plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette

